

N° 22

September 2012

Watch Letter



Education in the Mediterranean: Trends and Challenges

Editorial Director

Francisco Mombiola
Secretary General
CIHEAM

Editor in Chief

Sébastien Abis
CIHEAM-SG

Scientific Committee

Masum Burak
(Turkey)

Luis Miguel Albisu
(Spain)

Dimitris Diakosavvas
(Greece)

Luis Lavadinho
Telo Da Gama
(Portugal)

Sami Reda Saber Sabry
(Egypt)

Ali Zouba
(Tunisia)

Qualité en enseignement supérieur et recherche en Méditerranée

Vincent Dollé, CIHEAM, MAI Montpellier
Ignacio Romagosa, CIHEAM, MAI Zaragoza

Education Systems and the Food Security Issues in the MENA Region

Nahla Hwalla, Maya Nabhani-Zeidan, American University of Beirut, Lebanon
Mouïin Hamzé, National Council for Scientific Research, Lebanon

Plan Maroc Vert : les enjeux de la formation agronomique

Mohammed Sadiki, Directeur, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Maroc

Education in Rural Development Affairs in Albania

Adrian Civici, European University of Tirana, Albania

Education in Fisheries Issues in the Mediterranean and in Croatia

Ivan Katavić, Institute of Oceanography and Fisheries, Split, Croatia
Branko Glamuzina, Aquaculture Department, University of Dubrovnik, Croatia

L'emploi des diplômés en Méditerranée: gérer le déséquilibre structurel

Mihoub Mezouaghi, Agence française de Développement

Activities in the MAIs

Bibliography & Agenda

Latest publications on www.ciheam.org

www.ciheam.org

ISSN 2114-3129

Graphic: G. Manganello, CIHEAM



CIHEAM
International Centre for Advanced
Mediterranean Agronomic Studies

Qualité en enseignement supérieur et recherche en Méditerranée : quels enjeux pour l'avenir?

Vincent Dollé

CIHEAM, MAI Montpellier

Ignacio Romagosa

CIHEAM, MAI Zaragoza

CIHEAM

Founded in 1962, CIHEAM is an intergovernmental organisation comprising thirteen member countries from the Mediterranean Basin.

CIHEAM is made up of a General Secretariat (Paris) and four Mediterranean Agronomic Institutes (Bari, Chania, Montpellier and Zaragoza).

In pursuing its three main complementary missions (post-graduate specialised education, networked research and facilitation of the regional debate), CIHEAM has established itself as an authority in its fields of activity: Mediterranean agriculture, food and rural development.

At present, Mr Adel El-Beltagy is CIHEAM's President and Mr Francisco Mombiola is its Secretary General.

Dans l'espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur et de la recherche, de nombreuses initiatives de mise en démarche qualité des pratiques d'enseignement sont développées par des universités, des établissements ou des équipes de professeurs et de chercheurs. Ces dynamiques récentes, qui s'observent essentiellement au nord de la Méditerranée, répondent à différents objectifs dans un contexte de globalisation et donc d'homogénéisation et de standardisation de l'enseignement supérieur. La mise en place de normes, dont celles liées aux processus d'amélioration continue qui accompagnent les démarches qualité, visent à faciliter l'adaptation des universités aux nombreuses contraintes qu'elles rencontrent dans un marché global de l'enseignement supérieur et de la formation toujours plus compétitif.

Le Processus de Bologne, auquel adhèrent désormais plus d'une quarantaine de pays (membres de l'UE et autres)¹, entraîne sans conteste une égalisation des niveaux d'enseignement afin de faciliter la mobilité des étudiants entre les universités et les établissements de ce nouvel espace d'enseignement supérieur. Cette standardisation est en particulier liée à l'obligation de reconnaissance mutuelle de la validité des processus pédagogiques et des compétences acquises à travers des cursus dispensés au nord comme au sud de la Méditerranée, préalable à l'obtention de diplômes réciproquement reconnus. Dans ce cadre, les systèmes d'assurance qualité fournissent alors des signes de qualité qui garantissent la transparence des systèmes d'évaluation et la fiabilité des processus pédagogiques. Qu'en est-il réellement du développement de ces systèmes qualité en enseignement supérieur sur les deux rives de la Méditerranée ? Les initiatives engagées au nord comme au sud sont-elles convergentes ? Un état de l'art dressé rapidement permet de mieux situer les différences de situation, les acquis et de proposer quelques pistes de convergence pour l'avenir.

Au Nord, un dispositif d'enseignement supérieur compétitif et concurrentiel à la recherche de l'excellence ?

La compétition internationale induite par la mondialisation de l'enseignement supérieur entraîne des nouvelles exigences de performances et de qualité qui s'imposent progressivement à tous. L'apparition de classements divers, parfois fondés sur des méthodes de mesure, certes contestables, servent à justifier les moyens publics et privés affectés aux institutions d'enseignement supérieur qui se retrouvent également en concurrence et en compétition pour attirer les meilleurs enseignants et étudiants et deviennent obligés d'offrir des signes de différenciations positives. Les instruments européens de mobilité liés au dispositif Erasmus et à ses différents appels d'offre peuvent inciter les universités à s'engager efficacement dans des dispositifs d'amélioration continue et des systèmes de management de la qualité. Certains appels d'offre Erasmus Mundus listent d'ailleurs dans leurs critères de sélection des propositions de projets, la présence de systèmes qualité opérationnels qui justifient ensuite, pour les établissements européens sélectionnés, l'attribution de moyens financiers conséquents.

Pour fournir des signes de différenciation et de reconnaissance externe, les établissements doivent satisfaire aux « attentes » de leur « clients » et leur offrir des signes de qualité qui peuvent prendre la forme de certifications prouvant la solidité des méthodes pédagogiques, la qualité des enseignants et des enseignements et la rigueur des procédures de gestion. Après réalisation d'un exercice d'auto-évaluation, différents systèmes complémentaires d'évaluation sont conduits par des auditeurs externes sur les programmes d'enseignement, les activités et les « performances » des enseignants chercheurs, des unités d'enseignement et de recherche. Ces évaluations peuvent également concerner des établissements et conditionner des attributions de moyens au niveau national comme international ou faciliter l'accès à des fonds compétitifs européens ou des pays membres. Ces dispositifs d'évaluation combinant les résultats des enseignants et ceux des équipes et institutions aboutissent à des

¹ 47 pays ont adhéré officiellement dont 20 pays non membre de l'Union européenne. Parmi les signataires du processus de Bologne se trouvent 8 Etats membres du CIHEAM : l'Albanie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, le Portugal et la Turquie.

classements nationaux et internationaux qui garantissent une notoriété dans la course à la recherche d'excellence.... et aux moyens budgétaires.

Des systèmes qualité en démarche d'amélioration continue pour améliorer les performances individuelles et collectives

Au-delà de ces éléments de compétition, les démarches d'amélioration continue qui prennent en compte les exigences des « clients » des parties prenantes : étudiants, enseignants, des personnels mais aussi des futurs employeurs, permettent de mieux adapter les systèmes d'enseignement européens² à l'évolution de la demande de compétences et de capacités nécessaires à une bonne insertion professionnelle. Les systèmes qualité souples de taille raisonnable et calibrés en fonction des besoins et appliqués à différents établissements de façon homogène sont utiles pour donner de la cohérence à un dispositif d'enseignement supérieur coordonné et valorisant la mobilité des étudiants pour bâtir des parcours d'enseignement originaux. Les systèmes d'assurance qualité audités par des agences nationales d'évaluation pourraient devenir des préalables pour l'autorisation d'ouverture de nouveaux cursus, pour l'attribution et le renouvellement de la capacité d'enseignement d'enseignants chercheurs. Plus généralement les démarches qualités issues du monde industriel et adaptées progressivement au monde académique au service d'une vision stratégique, doivent aider les managers de l'enseignement supérieur à choisir des priorités, mobiliser des moyens pour atteindre les objectifs fixés. Les systèmes de management qualité (SMQ) opérationnels sont finalement ceux qui sont élaborés par l'ensemble des partenaires concernés et non imposés par la voie hiérarchique.

Enfin les démarches qualité partagées en équipe, permettent de renforcer les techniques d'apprentissage comme la construction de nouvelles filières d'enseignement en processus transversaux complémentaires qui se succèdent de façon synergique dans le déroulement du parcours de l'étudiant qui est informé sur l'offre de formation, puis accueilli, formé et bénéficie d'appuis selon ses besoins. Un des derniers avantages pour compléter la liste de l'intérêt des démarches qualité partagées entre opérateurs publics et privés réside dans la capacité des universités et des entreprises à partager des éléments de langage communs et de dialogue pour établir des partenariats durables, des échanges d'expérience et construire de véritables cursus pédagogiques correspondant aux besoins des entreprises, d'où découle souvent une bonne insertion professionnelle des étudiants.

Une dynamique continue à moyen et long terme : l'Europe incite depuis 10 ans à la promotion de systèmes qualité

Dès le début des années 2000 les Ministres de l'enseignement supérieur des pays européens déclarent vouloir promouvoir les démarches qualité dans les systèmes d'éducation et de formation. En 2003, l'UE s'engage activement à promouvoir les démarches qualité en enseignement supérieur, plusieurs associations voient le jour pour prendre en charge l'élaboration de cadres de référence et de recommandations pour aider les établissements à mettre en place des dispositifs d'assurance de la qualité. En France, le comité national d'évaluation publie, en novembre 2003, le « livre des références » pour faciliter l'élaboration de dispositifs de diagnostics que les établissements doivent réaliser sur eux-mêmes pour attester qu'ils remplissent correctement les missions qui leur sont confiées. L'auto-évaluation conduite par les établissements s'applique à la politique de formation, à la politique scientifique mais aussi au management de l'établissement. Une série de critères est proposée à titre indicatif pour conduire des évaluations régulières qui permettent de vérifier la cohérence de l'offre de formation avec les objectifs du projet d'établissement et les moyens affectés pour les atteindre. Ce dispositif se développe progressivement dans certaines universités et établissements qui bâtissent des systèmes d'amélioration continue et peuvent parallèlement s'engager dans des dispositifs de certifications qualité délivrés par des agences d'évaluation externe. Tous ces dispositifs contribuent à un meilleur exercice de l'autonomie et du pilotage stratégique des organisations d'enseignement supérieur.

En France, l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES), chargée par la loi d'une mission d'évaluation des activités conduites par les établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche, appuie également ses travaux sur une méthode d'auto-évaluation réalisée par l'entité évaluée qui présente ses résultats puis les soumet à une commission d'évaluation externe. L'AERES publie en 2009 un premier guide de l'évaluation pour les établissements qui leur permet de dresser un bilan opérationnel de leur stratégie déployée en particulier en matière de formation pour évaluer l'efficacité des moyens affectés au pilotage de l'offre de formation en prenant en

² Essentiellement de l'Europe anglo-saxonne, l'Europe latine étant encore peu engagée dans des dispositifs qualité en enseignement supérieur.

Delegate of Egypt

Mr Salah Abdel-Momen, president of the ARC (Agricultural Research Center) and Egyptian delegate at CIHEAM's Governing Board since October 2011, has been appointed Minister of Agriculture and Land Reclamation the 3rd August 2012.

compte l'insertion professionnelle des étudiants, la pluridisciplinarité, les demandes des milieux socio-économiques, l'adossement à la recherche. Il s'agit là d'approches assez nouvelles, qui veulent accélérer l'ouverture des universités vers leur environnement socioprofessionnel pour mieux prendre en considération ses besoins. Sans incitation directe à la mise en place de démarches qualité, ce dispositif d'évaluation, adossé au nouveau cadre légal, permet aux universités et établissements qui le souhaitent de valoriser leur dispositif qualité et de leur donner une finalité complémentaire d'évaluation par des agences nationales pouvant conduire vers des « labels qualité » spécifiques. Un premier cycle d'évaluations conduites par l'AERES sur près de 3000 entités de recherche s'est terminé en 2011. L'analyse des résultats obtenus confrontés aux résultats des évaluations menées dans d'autres pays européens a amené l'AERES à proposer une mise à jour du référentiel d'évaluation (AERES 2012) ayant pour objectif particulier de permettre aux entités évaluées d'identifier des pistes d'amélioration de leurs résultats et de leurs pratiques en particulier celles concernant la formation par la recherche.

En Espagne, l'Agence d'Assurance Qualité pour le Système Universitaire de Catalogne (AQU Catalunya) a démarré ses activités en 1996. Cette agence, la première en Espagne dans le domaine de l'enseignement supérieur, est devenue membre du Réseau Européen d'Assurance Qualité (ENQA) en 2000. La même année, elle fût également la première agence européenne à être certifiée ISO 9001. L'ANECA (Agence Nationale pour l'Evaluation et l'Assurance Qualité), a vu le jour en 2002. Elle fait partie avec AQU Catalunya du Réseau Espagnol d'Assurance Qualité en Enseignement Supérieur (REACU). Comme dans la plupart des pays européens, l'assurance qualité en Espagne est conduite à différents niveaux : de celui de l'évaluation individuelle des carrières à celui de la création de nouveaux programmes d'enseignement de l'ANECA qui n'a pas de mandat spécifique de suivi des établissements de recherche. Depuis 2007, toute nouvelle offre de formation diplômante doit faire l'objet d'un dépôt de proposition étudiée par le Conseil de l'Université qui mandate l'ANECA ou une agence qualité régionale reconnue pour une évaluation spécifique. Les formations diplômantes après évaluation ex ante positive sont inscrites au registre national (RUCT), des dispositifs de suivi évaluation à mi-parcours puis ex post sont mis en place pour certifier de la conformité entre le projet déposé et validé et celui exécuté. Plus de 6000 licences et masters ont été évalués ou en cours d'évaluation. L'ANECA, l'AQU, et à une moindre mesure d'autres agences régionales, sont fortement impliquées dans la promotion d'assurance qualité au niveau international et plus particulièrement en Méditerranéen et en Amérique latine. L'ANECA est membre du réseau Ibéro-Américain d'Accréditation de l'Enseignement Supérieur (RIACES), créé en 2003 à Buenos Aires. Celui-ci regroupe 35 agences qualité issues de 18 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. L'ANECA est également engagée dans des opérations de coopération technique dans le Bassin méditerranéen (Algérie, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie et Syrie).

Plus généralement, des associations sont créées en Europe dans l'objectif de construire des dispositifs qualité en enseignement supérieur et d'organiser des systèmes d'évaluation internes et externes associant l'ensemble des acteurs concernés. Il faut notamment citer les suivantes: *European Association for Quality Assurance in Higher Education* (ENQA), *European Students Union* (ESU), *European University Association* (EUA) et *European Association of Institutions in Higher Education* (EURASHE). Ces associations aux missions complémentaires constituent maintenant le groupe des 4 (E4 group) qui se voit confier des missions spécifiques par les instances européennes. La conférence des ministres de l'enseignement supérieur de l'Europe organisée à Bergen en 2005 adopte les « *European Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area* (ESG, EHEA) ». Ce fût la première étape structurante de la mise en place de démarches qualité dans le cadre du processus de Bologne. Ce dispositif de guide pour les évaluations internes est élaboré en associant les enseignants et les étudiants, des agences d'évaluations externes voient le jour. Enfin un dispositif d'évaluation des agences est élaboré, dernière pièce garantissant la fiabilité et la neutralité du système d'évaluation de la qualité en enseignement supérieur. Les conférences successives dressent régulièrement l'état d'avancement des travaux dans le domaine. En 2010, il est alors confié au groupe des 4 (E4 group) la réalisation d'une grande enquête³ pour étudier le degré de mise en œuvre des ESG dans les 47 pays signataires du processus de Bologne pour l'enseignement supérieur. En 2012 une nouvelle conférence des Ministres à Bucarest relance le processus et propose des recommandations au groupe de suivi du processus de Bologne.

Après plus de 10 ans de mise en place, cette dynamique est fortement implantée dans le monde européen anglo-saxon, un peu moins en Europe latine et dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. L'Agence européenne d'Accréditation en Sciences du Vivant (EAALS)⁴ a publié en 2009 un

³ Enquête MAP-ESG Project ENQA 2011

⁴ EAALS – Gent Belgium : European Accreditation Agency for the Life Sciences, member of Association for European Life Sciences

« manuel qualité »⁵ pour les masters internationaux en sciences du vivant avec l'aide de la Commission Européenne pour promouvoir les démarches qualité dans le secteur de l'agriculture, de l'alimentation, des ressources naturelles, du développement rural et de l'environnement. Ce manuel qualité propose un cadre d'auto-évaluation des établissements (EAALS 2009) associant des indicateurs et des vérificateurs de pertinence de prise en compte des besoins des étudiants et des capacités acquises, des procédures pédagogiques, des moyens mobilisés. Grâce à ce guide il est possible d'analyser l'efficacité de système d'assurance qualité. Les résultats de cette auto-évaluation peuvent ensuite servir de support à l'obtention d'accréditation qualité de masters internationaux. Le Centre International d'Etudes Pédagogiques, établissement public Français, conduit des projets en coopération internationale en matière d'assurance qualité, en particulier pour le projet européen TEMPUS⁶ en Méditerranée et en Europe orientale. La mise en place de SMQ est donc devenue progressivement une thématique de coopération internationale en enseignement supérieur entre l'UE et ses voisins.

Le défi de la qualité pour l'espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur, un dispositif à deux vitesses ?

En dix ans, les universités européennes ont progressivement intégré dans leur management des nouvelles pratiques d'auto-évaluation par des « pairs » mais aussi par des agences externes pour améliorer l'exercice de leurs missions. La lecture des classements mondiaux des universités montre que le monde méditerranéen de l'enseignement supérieur ne suit pas la dynamique engagée au nord. Dans les pays de la rive sud la massification des dispositifs publics s'accompagne souvent d'une baisse de leur qualité. Le fossé est croissant entre la demande et l'offre de formation, cette offre restant par ailleurs peu adaptée aux demandes du monde professionnel. Quelques chiffres illustrent ce constat. En Tunisie, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur passe de 8,7% à 21,9% de 2000 à 2010. En Jordanie, il évolue de 14,7% à 15,5% pour la même période alors qu'il passe de 3,8% à 3,5% dans les pays de l'OCDE.

Dans la région MENA⁷, une étude récente montre que 75% des dépenses d'enseignement supérieur représentent des salaires avec 70% de ces rémunérations pour des effectifs de non enseignants. Les moyens de fonctionnement dédiés à l'accompagnement des étudiants restent donc proportionnellement faibles, avec un taux d'encadrement d'un enseignant pour 32 étudiants malgré les investissements importants en valeur absolue. En effet, l'étude montre que 8 % du PIB en Egypte est consacré à l'éducation alors qu'il n'est que de 6 % pour les pays de l'OCDE. Pour l'Egypte toujours, la dépense par étudiant représente 23 % du PIB par tête alors qu'elle est de 36 % pour l'OCDE. Les dépenses moyennes de recherche et de développement représentent 0.4 % du PIB en moyenne dans les pays de la région MENA contre 1.8 % pour les pays de l'OCDE.

Même si les financements en volume atteignent dans la région MENA des valeurs non négligeables, l'augmentation rapide du nombre des étudiants entraîne une baisse des dépenses par étudiant. Les taux de chômage importants chez les diplômés (23 % des diplômés de l'enseignement supérieur sont sans emploi en Tunisie en 2009) accentuent les faibles rendements socio-économiques des systèmes éducatifs. Les mécanismes d'allocation de ressources et les faiblesses des systèmes éducatifs ne peuvent cependant expliquer totalement la mauvaise insertion des étudiants dans le monde professionnel. Des mécanismes d'amélioration continue et des démarches qualité peuvent amener à une utilisation plus efficace des moyens financiers affectés à l'enseignement supérieur, un des enjeux essentiel des pays de la région MENA. Des mécanismes incitatifs pour l'utilisation des nouveaux instruments de gestion et le renforcement des capacités individuelles et collectives pour la gestion des fonds publics pourraient faciliter cette transition vers des systèmes éducatifs plus performants. Des expériences de mise en place de mécanismes compétitifs pour promouvoir l'innovation et les démarches qualité sont menées en Tunisie, en Egypte et en Jordanie. Dans ce sens l'Arab Network for Quality Assurance in Higher Education (ANQAHE) qui regroupe les agences qualité créées en 2007 dans 9 pays⁸ (auxquelles est affilié le comité marocain pour l'enseignement supérieur), veut promouvoir l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur avec l'appui de la Banque Mondiale et de l'UNESCO pour développer des standards qualité et les bonnes pratiques, échanger les expériences de ses membres. Les universités privées adoptent assez rapidement ces standards, les universités publiques beaucoup moins intensivement.

Universities (ICA), www.eaals.eu

⁵ EAALS, Handbook for the quality assurance and accreditation of international master degree programmes in life sciences, Gent, 2009.

⁶ Projet AQI-UMED de mise en place d'une démarche d'évaluation interne dans 10 universités en Algérie, au Maroc, en Tunisie. Projet CE BAL et PICQA de renforcement des agences d'accréditation en Géorgie et en Arménie.

⁷ Etude CMI, AFD et Banque Mondiale, Enseignement supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

⁸ Libye, Egypte, Soudan, Bahreïn, Oman, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Jordanie, Palestine.

Academic Year 2012-2013

CIHEAM offers its own educational programme, which complements those of member countries' national institutions. The new Programme for the Academic Year 2012-2013 has just been published. 21 Master of Sciences are currently offered in our Education system.

The four CIHEAM Mediterranean Agronomic Institutes (MAI) offer Advanced Education at the Master of Science (M.Sc.) level. The Postgraduate Specialisation Diploma is obtained upon successful completion of the first year. The Master of Science (M.Sc.) degree is awarded at the end of the second year, during which students complete a research project.

Courses are made up of a variable number of modules that can be taken separately. All of them are leading to the delivery of a certificate. A certain number of scholarships is awarded each year with priority given to nationals from CIHEAM member countries. Selection is based on academic record. The number of participants is limited.

During the biennium 2009-2011, 830 students have followed the Centre's 21 MSc programmes, 574 of whom have benefitted from a CIHEAM scholarship.

9th CIHEAM Ministerial Meeting in Malta

At the invitation of HE George Pullicino, Minister for Resources and Rural Affairs of the Republic of Malta, and in the presence of several high-level representatives of international institutions, the Ministers of Agriculture of the thirteen member countries of CIHEAM will hold their ninth meeting in Valetta on the 27th of September 2012.

Discussions will focus on "Food Security and Pricing in the Mediterranean Countries".

This meeting will be a great opportunity to exchange ideas and experiences about actions to be undertaken for improving food security and moving towards resilience and stability in a region where vulnerability to the impacts of international price volatility is especially high.

It should be noted that the first of these meetings of CIHEAM member countries' Ministers of Agriculture, informal fora for discussion on matters relating to agriculture, food and the environment, was held in Rome in 1999. Since then, successive meetings have been held in Rabat (2000), Athens (2001), Beirut (2002), Paris (2004), Cairo (2006), Zaragoza (2008) and Istanbul (2010).

L'analyse de l'organisation de l'enseignement supérieur en Turquie et de la dynamique d'assurance qualité entreprise pourrait donner des éclairages intéressants sur des expériences à partager en Méditerranée. Le conseil de l'enseignement supérieur de Turquie (COHE : YÖK), institution publique autonome, qui est responsable de la programmation de la coordination et de la supervision de l'enseignement supérieur, en particulier dans les 165 universités du pays⁹, coordonne la participation de la Turquie au processus de Bologne depuis 2001. En 2005, la commission pour l'évaluation académique et l'amélioration de la qualité (YÖDEK) a élaboré un cadre réglementaire pour l'assurance qualité devenu légal en 2011. De nombreux accords Erasmus sont signés avec les universités européennes. Des « projets qualité » sont montés en partenariat avec des institutions qualité européennes, des programmes d'enseignement supérieur d'université sont maintenant évalués par l'association européenne des universités (EUA), 28 universités ont été intégrées au programme d'appui institutionnel de l'EUA. Les résultats de ces expériences devraient servir à bâtir un système euro-méditerranéen adapté au contexte des pays riverains. Dans cette perspective l'Ecole Internationale d'Eté Qualité¹⁰ a réuni en octobre 2010 au Liban¹¹ plus d'une centaine de responsables travaillant dans les universités publiques et privées pour sensibiliser les enseignants et les chercheurs à l'intérêt des démarches qualité et l'importance de mieux mesurer, évaluer la qualité des pratiques pédagogiques et valoriser le lien entre moyens alloués et résultats obtenus, montant et qualité des ressources...

Quelques pistes pour préparer l'avenir en Méditerranée

La mise en place de démarches qualité en partenariat Nord-Sud pourrait servir de base à la construction progressive d'un véritable espace partagé d'enseignement supérieur en Méditerranée, à partir de systèmes nationaux progressivement réformés favorisant les mobilités d'étudiants et d'enseignants de même que l'appui à la professionnalisation de l'enseignement, et la réforme de la gouvernance. Les exemples réussis de pôle de compétitivité¹² montrent par ailleurs l'intérêt de l'ouverture de systèmes d'enseignement supérieur aux entreprises et aux partenaires sociaux. Les dispositifs pédagogiques de tels cursus devraient bénéficier de labels de qualité euro-méditerranéens spécifiques qui restent d'ailleurs encore à construire.

La construction d'un dialogue euro-méditerranéen renouvelé pour le développement de dispositifs qualité en enseignement supérieur, l'établissement de relations académiques renforcées comme la coopération entre enseignants et chercheurs pour la réponse à des appels d'offres internationaux sur ces thématiques sont des pistes à suivre pour préparer l'avenir de systèmes méditerranéens performants

Les démarches qualité au service d'une vision stratégique des établissements méditerranéens doivent aider à choisir des priorités, mobiliser des moyens pour les atteindre, rechercher l'efficacité, tenir des délais de productions de résultats fiables. La mise en place de démarches qualité reste un processus d'apprentissage de co-construction entre enseignants, étudiants, responsables pédagogiques et futurs employeurs pour informer, accueillir, former, appuyer, renouveler l'offre de formation pour la faire mieux correspondre aux besoins. Les démarches qualité fournissent des éléments de langage communs de dialogue pour des partenariats durables, des échanges d'expérience de véritables cursus pédagogiques internationaux, des masters, des formations professionnelles de haut niveau et préparer de futurs enseignements euro-méditerranéens structurés en collèges ou même en écoles doctorales communes, pourquoi pas dans le monde des sciences du vivant pour le développement agricole et rural ? En effet l'édification de systèmes d'enseignement euro-méditerranéens construits sur des démarches qualité simples mais efficaces qui garantissent la fiabilité des enseignements et des dispositifs pédagogiques faciliteront les travaux en réseaux, la création de pôles de compétences régionaux méditerranéens reconnus susceptibles de rompre l'isolement de nombreux enseignants et chercheurs et de faciliter l'accès aux connaissances scientifiques utiles pour le développement agricole et rural de la Méditerranée. La concertation euro méditerranéenne pour la promotion de démarches qualité doit aider à développer des dispositifs moins fragmentés moins cloisonnés pour peser davantage dans un dispositif mondial où l'université globale reste encore largement « américanisée »¹³.

⁹ Les 165 universités turques (103 universités d'état et 62 de type fondations privées) regroupaient en 2009-2010 environ 3 820 000 étudiants (Source : ÖSYM Statistics)

¹⁰ Organisée par QuaRES, association pour la Qualité en Recherche et en Enseignement Supérieur.

¹¹ Au Liban, les universités privées regroupent 54 % des effectifs des étudiants. A titre comparatif, ce taux est de 15 % en Jordanie et en Egypte, 7 % au Maroc, 2,5 % en Tunisie

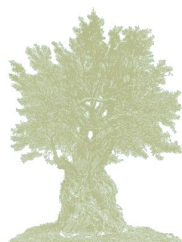
¹² Voir les travaux du pôle de compétitivité de Bizerte en Tunisie dans le secteur agroalimentaire.

¹³ Bien que l'importance qu'on lui porte pourrait être relativisée, le dernier classement de Shanghai publié le 14 août 2012 donne 53 universités américaines dans les 100 premières, 9 pour les Royaume-Uni, 5 pour l'Australie, 4 pour le Japon, le Canada, l'Allemagne et la Suisse, et 3 concernant la France. Pour le classement spécifique « sciences du vivant et agronomie » selon l'agence AEF, 8 universités américaines et 2 du Royaume Uni se retrouvent aux 10 premières places. Dans les 10 premières européennes, on retrouve 8 universités du Royaume-Uni, 2 de Suisse, et 1 de Suède et des Pays-Bas.

Le CIHEAM, ses instituts et ses partenaires, dont certains sont activement engagés en démarche qualité, peuvent offrir une passerelle entre les rives méditerranéennes pour construire en agriculture et sciences du vivant un dispositif régional de qualité alternatif. Celui-ci aurait vocation à mobiliser son réseau d'anciens et conduisant une réflexion sur l'insertion professionnelle et l'ouverture aux partenaires socio-économiques utilisateurs des compétences et des savoirs faire patiemment élaborés depuis 50 ans.

Bibliographie

- AERES, *Le référentiel de l'AERES, critères d'évaluation des entités de recherche. Campagne d'évaluation 2012-2013*, Paris, mai 2012.
- COM (2011) 567 final. Commission Européenne, *Soutenir la croissance et les emplois. Un projet pour la modernisation des systèmes d'enseignement supérieur en Europe*, septembre 2011.
- World Bank – CMI Marseille, *Universities through the Looking Glass : Benchmarking University Governance to Enable Higher Education Modernization in MENA*, March 2012.
- EAALS, *Handbook for quality assurance and accreditation of international master degree programmes in the life sciences*, Gent, 2009.
- ENQA, *Quality procedures in the European higher education area and beyond. Visions for the future*, Education and culture DG lifelong learning programme, Brussels, 2012.
- ENQA, *Mapping the implementation and application of the ESG (MAP-ESG Project)*, Brussels, 2011.
- Vincent Dollé, *Enseignement supérieur et recherche en Méditerranée: passer de la tradition orale à la tradition écrite, cultiver le changement pour s'adapter au monde qui change*, Impeges, 2010.
- QuaRES, *La démarche qualité dans la recherche publique et l'enseignement supérieur*, Edition Quae, Montpellier, 2009.



Education Systems and the Food Security Issues in the MENA Region

Nahla Hwalla, Maya Nabhani-Zeidan

Faculty of Agricultural and Food Sciences, American University of Beirut (Lebanon)

Mouïñ Hamzé

National Council for Scientific Research (Lebanon)

Over the past decade, food insecurity has emerged as a primary global issue of detriment to human well-being and development, as more than 1 billion people (more than one seventh of the world) live in hunger and an average of 17,000 children die of malnutrition per day. Although an increase in food production was witnessed in the past 50 years, food insecurity remained and is considered a central concern on the global agenda. Thus, although production has a critical role to play, it is not a stand-alone solution in the face of many challenges facing achieving food security (Charles et al., Parry et al., 2007; Rosegrant and Cline, 2003).

Food security is complex and requires work on inter-related social, economic and political dimensions that cannot be addressed separately. According to the definition coined during the 1996 World Food Summit in Rome, "Food security exists when all people, at all times, have physical and economic access to sufficient, safe and nutritious food that meets their dietary needs and food preferences for an active and healthy life" (FAO, 1996). Also, a policy brief by FAO (2006) identified four inter-related dimensions that must be addressed in order to achieve food security: availability of sufficient quantities of appropriate quality food, access by individuals to adequate resources for acquiring this food, its utilization through an adequate diet coupled with nutritional wellbeing (clean water, sanitation and health care...) as well as an overarching stable access to adequate food at all times.